

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

# PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES RÉGIONALES NOTES

## AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Au bord du gouffre : la fragilité  
et les conflits en Afrique subsaharienne

AVRIL  
2025



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

# **PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES RÉGIONALES NOTES**

## **AFRIQUE SUBSAHARIENNE**

Au bord du gouffre : la fragilité et les conflits  
en Afrique subsaharienne

**AVRIL  
2025**



©2025 International Monetary Fund

**Pushed to the Brink: Fragility and Conflict in Sub-Saharan Africa (French)**

Prepared by Wenjie Chen, Michele Fornino, Vidhi Maheshwari, Hamza Mighri,  
Annalaura Sacco, and Can Sever\*

*Édition française*

Département services intégrés et équipements du FMI  
Division services linguistiques, section française

Names: Chen, Wenjie, 1982-, author. | Fornino, Michele, author. | Maheshwari, Vidhi, author. | Mighri, Hamza, author. | Sacco, Annalaura, author. | Sever, Can, author. | International Monetary Fund, publisher.

Title: Pushed to the Brink: fragility and conflict in Sub-Saharan Africa / Wenjie Chen, Michele Fornino, Vidhi Maheshwari, Hamza Mighri, Annalaura Sacco, and Can Sever.

Other titles: Fragility and conflict in Sub-Saharan Africa. | IMF Notes.

Description: Washington, DC : International Monetary Fund, 2025. | Apr. 2025. | Includes bibliographical references.

Identifiers: ISBN: 9798229008792 (paper)  
9798229009058 (ePub)  
9798229009119 (WebPDF)  
9798229008938 (French paper)

Subjects: LCSH: Political Stability--Africa, Sub-Saharan. | Africa, Sub-Saharan--Economic conditions.

Classification: JQ1875.C4 2025

**MISE EN GARDE** : Les notes d'analyse du FMI visent à permettre une diffusion rapide d'analyses succinctes du FMI sur des questions économiques essentielles auprès de ses pays membres et des décideurs en général. Les avis qui y sont exprimés sont ceux de leurs auteurs, et ne correspondent pas nécessairement à ceux du FMI, de son conseil d'administration ou de sa direction.

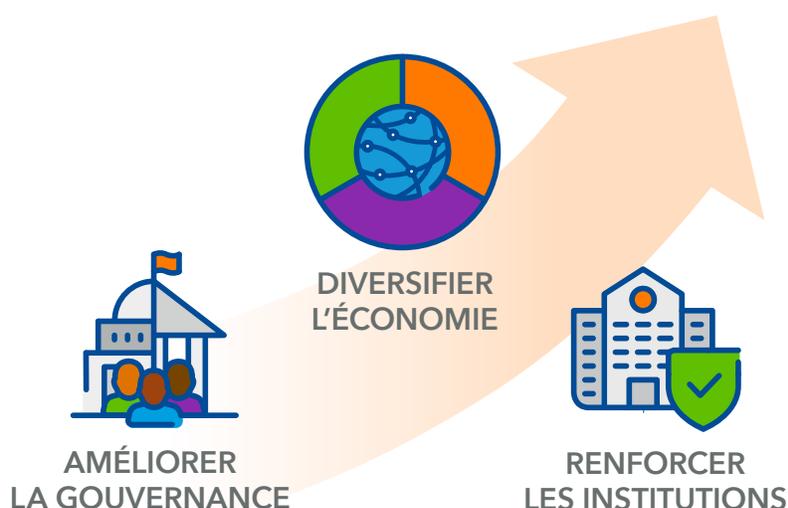
**RÉFÉRENCE RECOMMANDÉE** : Chen, Wenjie, Michele Fornino, Vidhi Maheshwari, Hamza Mighri, Annalaura Sacco et Can Sever. 2025. « Au bord du gouffre : la fragilité et les conflits en Afrique subsaharienne ». Note du FMI 2025/002, Fonds monétaire international, Washington.

\*La présente note a été rédigée par les services du département Afrique et du département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI, sous la direction de Catherine Pattillo.

# Au bord du gouffre : la fragilité et les conflits en Afrique subsaharienne

Près de la moitié des pays fragiles ou touchés par un conflit dans le monde se situent en Afrique subsaharienne. Dans ces pays, les institutions fragiles, la faible cohésion sociale, les carences en matière de gouvernance et l'instabilité économique piègent des millions de personnes dans la pauvreté. Certains pays sont parvenus à sortir de l'état de fragilité extrême en mettant en œuvre des politiques macroéconomiques solides, en diversifiant leur économie et en consolidant leurs institutions. Toutefois, il est difficile de poursuivre ces réformes dans le contexte d'une croissance irrégulière, de l'instabilité politique, de l'exposition aux catastrophes naturelles et d'une forte dépendance à l'égard des ressources naturelles, ces facteurs tendant à accentuer la vulnérabilité face à la volatilité des prix et les problèmes de gouvernance. Parallèlement, une faible mobilisation des recettes intérieures et une diminution de l'aide freinent encore le développement. En l'absence de réformes et d'une aide internationale continue, l'état de fragilité risque d'aggraver l'instabilité régionale et les bouleversements économiques, entraînant des répercussions mondiales.

**Les politiques innovantes peuvent favoriser la croissance**  
des pays d'Afrique subsaharienne  
qui sortent d'une situation de fragilité.



## L’Afrique subsaharienne paye un lourd tribut à sa situation de fragilité et aux conflits ...

Les pays fragiles ou touchés par un conflit comptent 1,3 milliard d’habitants en proie à d’immenses difficultés : une croissance qui stagne, des institutions fragiles, des services publics insuffisants, une extrême pauvreté, des guerres et des déplacements forcés. En 2024, 18 des 39 pays fragiles ou touchés par un conflit (PFC) reconnus par le FMI se situaient en Afrique subsaharienne, soit plus de 670 millions de personnes<sup>1</sup>. Près d’un habitant sur six des PFC de la région est en situation d’insécurité alimentaire aiguë<sup>2</sup>.

Les PFC en Afrique subsaharienne sont particulièrement exposés aux catastrophes naturelles et aux chocs climatiques, dont les effets sont amplifiés par une faible résilience et une capacité d’adaptation limitée. Par conséquent, les catastrophes naturelles y sont à la fois plus fréquentes et plus meurtrières : les décès dans les PFC sont 64 % plus nombreux que dans les autres pays de la région<sup>3</sup>. Il ressort des projections que, d’ici à 2040, le PFC médian pourrait subir des températures supérieures à 35 °C pendant 74 jours par an, soit quatre fois l’exposition des autres pays de la région, ce qui fait peser de graves menaces sur la production agricole et la sécurité alimentaire, et accroît les risques de maladies et de pathologies liées à la chaleur<sup>4</sup>. Les catastrophes naturelles mettent à rude épreuve des ressources déjà peu abondantes, déstabilisent les moyens de subsistance et aggravent l’insécurité alimentaire, ce qui expose les populations des PFC à un risque plus élevé de famine. Les périodes de sécheresse et les inondations font plus qu’endommager les cultures : elles exacerbent les tensions sociales et découragent l’investissement, ce qui accentue les pressions sur des pouvoirs publics déjà aux prises avec des institutions fragiles et des moyens limités, et renforce les cycles de fragilité.

Plus de 60 % des PFC de la région sont tributaires des ressources naturelles : près de 30 % des recettes du pays fragile médian proviennent de l’extraction des ressources naturelles. Cette richesse, au lieu de stimuler la croissance et le développement, est souvent devenue une « malédiction des ressources naturelles », en accentuant la vulnérabilité et l’instabilité des institutions.

La fragilité sur le plan politique aggrave encore ces difficultés, plus de la moitié des PFC de la région étant soit touchés par un conflit, soit victimes de récents coups d’État, soit voisins de pays en conflit. Entre 2000 et 2023, la région a connu plus de 60 % des 69 tentatives de coup d’État à l’échelle mondiale, dont 40 % dans les PFC. Les conflits de longue date ont provoqué le déplacement de millions de personnes, à l’intérieur de leur pays ou à l’étranger. Par conséquent, les PFC de la région sont à la fois d’importants pays d’origine des réfugiés et de grands pays de destination. Le Tchad et l’Éthiopie figurent parmi les 10 pays qui accueillent le plus de réfugiés dans le monde. Plus de la moitié des près de 6 millions de réfugiés que compte la région sont originaires du Soudan du Sud et de la République démocratique du Congo.

Les PFC sont soumis à de fortes contraintes budgétaires, avec un accès restreint au financement et une faible mobilisation des recettes intérieures. Le ratio médian recettes fiscales/PIB, égal à 10 %, est inférieur de 5 points de pourcentage à celui des autres pays de la région. Bien qu’elle soit indispensable, l’aide extérieure diminue de manière structurelle depuis 20 ans (édition d’avril 2024 des *Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne*). En 2023, les PFC de la région ont bénéficié de presque 60 % du total de l’aide publique au développement destinée à l’Afrique subsaharienne, soit 20 % du montant global, même si les besoins de développement demeurent nettement plus importants. L’annonce récente de la baisse du financement de l’Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) fait peser un risque accru sur l’Afrique subsaharienne, qui a reçu environ 40 % des versements totaux de l’USAID en 2024. L’Éthiopie et la République démocratique du Congo ont chacune perçu 1,2 milliard de dollars en 2024, soit 1 % et 1,5 % de leur PIB respectif, alors que les décaissements au profit du Soudan du Sud, à savoir 750 millions de dollars, ont représenté jusqu’à 15 % du PIB en 2024. D’autres pays donateurs traditionnels ont aussi annoncé une réduction de leur budget d’aide, parmi lesquels le Royaume-Uni, les Pays-Bas et la Belgique, notamment. À plus long terme, ces éventuelles perturbations auront probablement un effet prononcé sur les PFC (édition d’avril 2025 des *Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne*, encadré 1).

<sup>1</sup>La définition des PFC utilisée par le FMI est identique à celle de la Banque mondiale et est précisée ici : [pays fragiles ou touchés par un conflit](#). Les pays d’Afrique subsaharienne qui remplissent actuellement cette définition sont les suivants : Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Comores, Érythrée, Éthiopie, Guinée-Bissau, Mali, Mozambique, Niger, Nigéria, République centrafricaine, République du Congo, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Soudan du Sud, Tchad et Zimbabwe.

<sup>2</sup>Réseau d’information sur la sécurité alimentaire (FSIN) et Réseau mondial contre les crises alimentaires. Seules les personnes en phase 3 ou supérieure de l’insécurité alimentaire sont prises en compte dans le calcul, à savoir celles qui ont besoin de mesures urgentes.

<sup>3</sup>Base de données EM-DAT (Emergency Events Database) sur les catastrophes.

<sup>4</sup>Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) [Climate Horizons High RCP 8.5 Emission Scenario Projections \(2020-2039\)](#).

En raison de budgets serrés, de vastes besoins de développement et de financements insuffisants, les PFC de la région figurent systématiquement dans le bas du classement selon les indicateurs de développement dans le monde. L'espérance de vie dans de nombreux PFC stagne à 60 ans, les taux de pauvreté sont deux fois plus élevés que dans les autres pays de la région, et les taux d'achèvement de l'école primaire sont toujours parmi les plus bas au monde. D'ici à 2030, deux tiers des personnes en situation d'extrême pauvreté dans le monde vivront dans des pays fragiles, l'Afrique subsaharienne se situant à l'épicentre.

C'est pourquoi ces pays sont plus exposés aux chocs, ce qui est parfois lourd de conséquences. En moyenne, la croissance annuelle dans les pays en conflit est inférieure d'environ 3 points de pourcentage, les effets cumulés sur le PIB par habitant se multipliant au fil du temps. La fragilité persistante peut aussi accentuer les risques sécuritaires transfrontaliers et l'instabilité régionale ainsi que les perturbations économiques des flux commerciaux, migratoires, de déplacés et d'investissement. Par exemple, en Afrique subsaharienne, un nombre de 100 victimes enregistré dans les pays voisins situés dans un rayon de 500 kilomètres va de pair avec une érosion de la croissance d'environ 2 points de pourcentage (édition d'avril 2019 des *Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne*, chapitre 2).

Fait remarquable, malgré ces difficultés et contraintes extrêmes, plusieurs pays, y compris des PFC (Cameroun, Éthiopie, Kenya, Niger, Ouganda, Rwanda, Tchad et Togo, notamment) ont accueilli des réfugiés et, ce faisant, ont entrepris certaines des politiques à l'égard des réfugiés les plus innovantes au monde (Banque mondiale et Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, 2021). L'Ouganda accorde la liberté de circulation, des permis de travail et un accès complet aux services publics ; le Kenya transforme les camps en communes pour stimuler le commerce local ; et le Tchad et l'Éthiopie ont intégré les réfugiés dans les systèmes financiers et les plans nationaux de développement. Même si ces démarches nécessitent des investissements et des moyens administratifs préalables, des stratégies d'insertion des réfugiés bien pensées peuvent améliorer l'emploi et les revenus à la fois pour le pays d'accueil et pour les réfugiés, comme le montrent les exemples de l'Éthiopie et du Kenya. Ainsi, en Éthiopie, le coût annuel par réfugié pourrait potentiellement chuter pour passer de 378 dollars, en cas de dépendance totale à l'égard des aides, à 210 dollars en cas de possibilités limitées de travailler, puis à 78 dollars en cas de pleine participation aux activités économiques (Banque mondiale, 2024b).

Ces cas de figure montrent que les PFC peuvent livrer de précieux enseignements pour mettre l'inclusion au service du développement. Cependant, les tensions budgétaires, la fragilité des institutions et le tarissement de l'aide continuent à réduire leur capacité à amplifier ces mesures prometteuses. Plus généralement, aider ces pays n'est pas simplement un impératif moral, c'est aussi une nécessité économique et géopolitique. Des PFC plus stables et prospères s'avèrent bénéfiques pour leur région et pour le monde dans son ensemble.

## ... de nombreux PFC peinant à pérenniser leur croissance

Dans de nombreux PFC, la croissance économique connaît une succession de coups de frein et d'accélérateur, ce qui contraste fortement avec les progrès plus réguliers des autres pays. En Afrique subsaharienne, les périodes d'expansion économique durable, qu'il s'agisse de phases de croissance progressive ou d'accélération plus marquées, sont à la fois plus courtes et moins fréquentes dans les PFC. Bien que les taux de croissance maximaux moyens soient similaires dans les deux groupes, les PFC subissent des ralentissements plus marqués, si bien que les gains engrangés sont effacés plus rapidement. En moyenne, les autres pays enregistrent des périodes de croissance qui durent une année supplémentaire et sont plus de deux fois plus fréquentes que dans les PFC<sup>5</sup>. Depuis 2000, les pays d'Afrique subsaharienne ont enregistré 12 accélérations de la croissance, à savoir des décollages de l'économie marqués et durables. Parmi elles, seuls deux épisodes (en Angola entre 2002 et 2009 et au Tchad entre 2000 et 2007) sont survenus dans des pays qui étaient considérés comme des PFC par le FMI à l'époque<sup>6</sup>. Quelles en sont les conséquences ? Si les deux groupes peuvent atteindre des pics de croissance similaires, les pays autres que les PFC passent plus de temps dans la phase de progression et y parviennent plus souvent. Les PFC, au contraire, enregistrent une croissance en dents de scie et peinent à faire durer les poussées de croissance plus rapide nécessaires pour sortir de la pauvreté.

<sup>5</sup>Une période de croissance est définie comme une période au cours de laquelle la moyenne mobile sur cinq ans de la croissance du PIB réel par habitant dépasse 2 % pendant au moins six années consécutives.

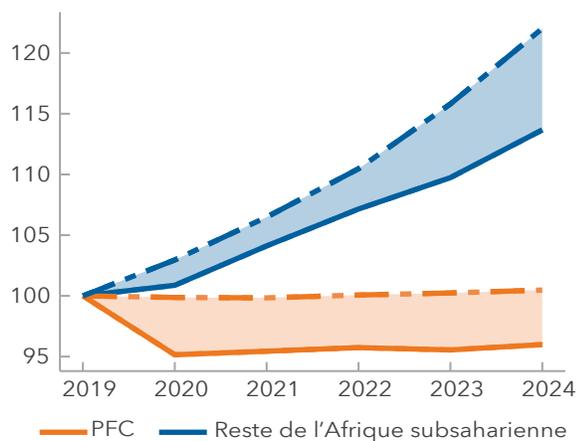
<sup>6</sup>Les accélérations de la croissance sont définies d'après la méthode décrite dans Hausmann et al. (2005), et appliquée par Koopman et Wacker (2023). Ladite méthodologie recense les années au cours desquelles les transitions vers la croissance sont plus rapides tout en excluant les épisodes de rebond après des crises profondes en exigeant que le niveau du PIB par habitant soit plus élevé à la fin de la période considérée.

La contraction de l'activité pendant la pandémie de COVID-19, en 2020, met en évidence cette tendance à la stagnation de la croissance (graphique 1). Alors que les autres pays sont parvenus à poursuivre leur croissance, quoiqu'à un rythme plus lent que prévu auparavant, les pays fragiles n'ont pas regagné le terrain perdu, le revenu réel par habitant restant en moyenne inférieur aux niveaux de 2019. D'après les dernières projections, le PIB par habitant potentiel dans le PFC médian devrait progresser de seulement 1,8 % par an, contre une hausse de 2,5 % dans le reste de la région, ce qui souligne les difficultés rencontrées à long terme par les PFC pour enregistrer une croissance durable.

En période de chocs comme ceux sur les termes de l'échange, les PFC en Afrique subsaharienne sont aux prises avec des tensions sur les recettes et ont un accès restreint à des financements abordables, ce qui les contraint à réduire leurs dépenses d'une manière plus radicale que les autres pays de la région (Bisca *et al.*, à paraître). En outre, les carences en matière de gouvernance, la faible diversification des exportations, l'absence d'une règle budgétaire et le développement insuffisant du secteur financier amoindrissent encore la capacité de stabilisation (Boussard *et al.*, 2024). Cela se traduit par une politique budgétaire restrictive et procyclique plus durable, avec une diminution plus sensible de la consommation et de l'investissement publics, d'où des baisses du PIB par habitant plus prononcées sur une période de cinq ans après le choc (graphique 2). À l'inverse, les autres pays de la région ont tendance à s'adapter de façon plus progressive, leurs dépenses budgétaires plus élevées permettant d'amortir le choc. Des mesures procycliques en réponse aux chocs sont fréquentes dans les pays exportateurs de pétrole de la région (FMI, 2022). Même si seuls cinq des 18 PFC sont exportateurs de pétrole, des mesures de cette nature peuvent être plus répandues dans les pays riches en ressources naturelles, sachant que les PFC ont tendance à être fortement tributaires de celles-ci, les conflits et leur fragilité amplifiant encore le problème. Plus globalement, ces conclusions vont dans le sens des données montrant que les conflits peuvent réduire le PIB par habitant (Novta et Pugacheva, 2021) et que des conflits de longue durée peuvent entraîner de fortes réductions des dépenses de santé, d'éducation et d'infrastructures, ce qui déstabilise le capital humain et la cohésion sociale (édition d'avril 2024 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*, chapitre 2).

### Graphique 1. COVID-19 et écarts de croissance

(Revenus par habitant ; indice 2019 = 100 ; moyenne pondérée du PIB en PPA)

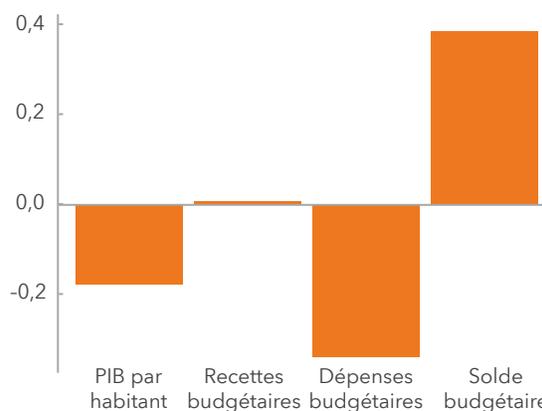


Sources : *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.

Note : PFC = pays fragiles ou touchés par un conflit ; PPA = parités de pouvoir d'achat.

### Graphique 2. Différences de réaction à un choc sur les termes de l'échange entre les PFC et les autres pays

(Variation cumulée sur une période de cinq ans en points de pourcentage du PIB)



Sources : Bisca *et al.* (à paraître) ; calculs des services du FMI.

Note : Le graphique représente les différences de réaction estimées et cumulées sur cinq ans à un choc sur les termes de l'échange entre les PFC et les autres pays de l'échantillon. Le choc est paramétré à 1 point de pourcentage du PIB, et son impact est estimé à l'aide de la méthode des projections locales décrite dans Jordà (2005). L'échantillon comprend tous les pays d'Afrique subsaharienne qui sont admissibles au fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance et se situent en dessous du seuil pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. PFC = pays fragiles ou touchés par un conflit.

## Quels sont les facteurs qui maintiennent les pays dans le piège de la fragilité ou les aident à en sortir ?

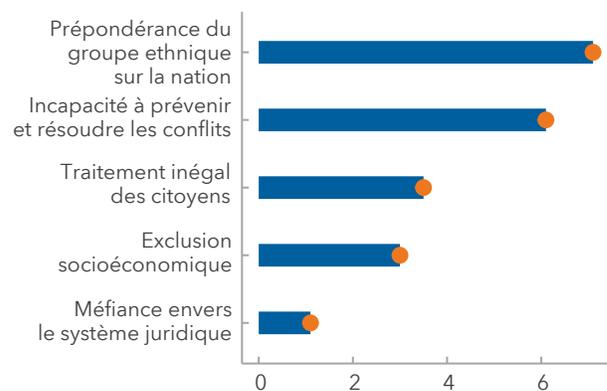
La notion de fragilité va au-delà des institutions fragiles et des conflits : elle est souvent ancrée dans des mécanismes politiques et économiques plus profonds qui empêchent toute reprise. Un accès restreint aux financements, des institutions moins solides et un esprit d'entreprise peu développé dans les PFC se traduisent par une contribution nettement moindre du secteur privé au PIB, et par des possibilités d'emploi moins nombreuses que dans les autres pays (Ghossein et Rana, 2023 ; FMI, 2024). Dans de nombreux pays fragiles, les élites profitent du statu quo, en faisant obstacle aux réformes susceptibles de favoriser une plus large prospérité (Acemoglu et Robinson, 2012). La fragmentation sociale, propice aux luttes de pouvoir entre groupes ethniques ou régionaux, réaffecte les ressources à des réseaux clientélistes, et non pas à un développement partagé (Banque mondiale, 2011). Parallèlement, les cycles de conflit et d'insécurité accentuent l'érosion des ressources publiques et du capital humain, ce qui détourne les fonds de l'éducation, de la santé et de la croissance économique (Collier, 2007). Il ressort des enquêtes d'opinion menées dans les PFC de la région que les habitants s'identifient souvent davantage à leur groupe ethnique qu'à leur nation, se méfient des institutions et jugent la résolution des conflits inefficace (graphique 3).

Toutefois, certains pays fragiles sont parvenus à se soustraire à cette situation en privilégiant la gouvernance participative, la réforme des institutions et la diversification de l'économie. D'après des analyses d'exemples antérieurs par l'apprentissage automatique, les pays qui enrayment la corruption, renforcent leurs institutions et encouragent la participation à la vie politique sont plus susceptibles de devenir moins fragiles (Cebotari *et al.*, à paraître). Échelonner les réformes structurelles afin de supprimer les goulets d'étranglement, améliorer le climat des affaires et rehausser la compétitivité peut ouvrir la voie à une diversification de l'économie, contribuant ainsi à réduire la dépendance à l'égard de recettes volatiles tirées des ressources naturelles et à accroître la résistance du pays aux chocs exogènes. À titre d'exemple, le Rwanda a fait basculer son économie de l'agriculture vers les technologies, le tourisme et les services après 1994 tandis que la Côte d'Ivoire a misé sur l'industrie manufacturière et les services après 2011, même si beaucoup reste à faire pour s'affranchir de la volatilité des recettes tirées des ressources naturelles. Des investissements ciblés dans le capital humain et l'inclusion sociale, au moyen de l'éducation, de la santé et des systèmes de protection sociale, sont tout aussi essentiels pour réduire les inégalités et empêcher que le mécontentement à l'égard du gouvernement ne donne lieu à une situation d'instabilité. Une stratégie graduelle en matière de réformes, axée sur les obstacles les plus contraignants dans un premier temps, a tendance à donner de meilleurs résultats que des refontes de grande ampleur. Après sa guerre civile en 2002, la Sierra Leone s'est efforcée de donner la priorité à la reconstruction des infrastructures et des services publics dans l'éducation et la santé alors que le Libéria, qui est sorti d'un conflit en 2003, a renforcé ses institutions stratégiques et réduit sa dépendance à l'égard des industries extractives. Ces deux pays ont profité de moments décisifs pour redéfinir leurs attentes, rétablir la confiance et fixer un nouveau cap. Une coopération internationale durable, lorsqu'elle est liée à une meilleure gouvernance, peut procurer des réserves financières et un savoir-faire technique pour renforcer la stabilité.

Il n'existe pas de remèdes miracles pour sortir de l'état de fragilité. Il s'agit au contraire d'un processus de longue haleine qui exige persévérance et adaptabilité. Si aucune politique n'est à elle seule une garantie de réussite, les pays qui mettent sur pied des institutions inclusives, préservent la stabilité économique et profitent de moments charnières pour réformer ont beaucoup plus de chances d'opérer une transition vers une croissance durable et la résilience.

### Graphique 3. Afrique subsaharienne : enquêtes d'opinion sur les principaux aspects de l'économie politique

(En points de pourcentage ; différence de proportion de répondants entre les PFC et les autres pays)



Sources : série 9 de l'enquête de l'Afrobaromètre 2023 ; calculs des services du FMI.

Note : Chaque barre représente la différence de proportion de personnes ayant répondu dans l'une des deux catégories les plus extrêmes entre les PFC et les autres pays. L'échantillon comprend tous les pays d'Afrique subsaharienne qui sont admissibles au fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance et se situent en dessous du seuil pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. PFC = pays fragiles ou touchés par un conflit.

## Priorités des politiques publiques pour soutenir les PFC et rôle du FMI

Ces dernières années, les conflits, les institutions fragiles et l'insécurité ont été plus généralement considérés comme des obstacles majeurs à la stabilité macroéconomique et au développement. En réaction, le FMI a lancé la *Stratégie du FMI pour les pays fragiles ou touchés par un conflit* en 2022, qui décrit une approche sur mesure pour dialoguer avec les pays confrontés à une situation de fragilité ou à un conflit. Si des politiques macroéconomiques solides demeurent importantes, surtout pour que les pays puissent sortir de l'état de fragilité (édition d'octobre 2014 des *Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne*), ces stratégies adaptées s'attaquent aussi à des problèmes spécifiques et de long terme liés à la fragilité et aux conflits, allant des moyens limités et contraintes budgétaires aux difficultés de gouvernance persistantes. En outre, le FMI a aussi renforcé ses relations avec les PFC en Afrique subsaharienne : les dépenses consacrées au développement des capacités ont plus que doublé entre 2022 et 2024, et devraient pratiquement tripler d'ici à 2026, tandis que les décaissements financiers au profit des PFC de la région ont été multipliés par cinq entre 2017 et 2024 (dans les deux cas par rapport au PIB). Les stratégies de collaboration avec les pays publiées récemment proposent à présent des conseils ciblés et fixent des priorités complémentaires en matière de renforcement des capacités afin d'aider ces pays à rompre avec le cycle d'instabilité et à s'engager sur une trajectoire de croissance inclusive et durable.

Les points suivants mettent en évidence certaines des priorités courantes de l'action publique :

- **Renforcer les fondements budgétaires et institutionnels.** Rétablir la stabilité macroéconomique dans les PFC nécessite de consolider les institutions budgétaires et mieux gérer les finances publiques. Concrètement, cela implique d'accroître le recouvrement des recettes intérieures, grâce à une fiscalité équitable et à un meilleur respect des obligations, et d'investir ces fonds dans des services publics essentiels comme la santé, l'éducation et les infrastructures, ce qui pourra ensuite faciliter la cohésion sociale et la prévention des conflits. Des institutions budgétaires plus solides peuvent aussi contribuer à réduire la dépendance à l'égard de financements extérieurs ponctuels, ce qui dégage une marge pour des dépenses sociales ciblées qui favorisent l'équité, surtout dans les régions touchées par des conflits et par des déplacements de populations.
- **Amplifier les réformes de la gouvernance et de la transparence.** L'action du FMI dans les PFC souligne que l'instabilité persistante découle souvent d'un état de droit déficient, d'une responsabilisation insuffisante, d'une gestion des ressources opaque et de risques de corruption. En améliorant la gouvernance et en veillant à ce que les recettes, en particulier celles tirées des ressources naturelles, soient gérées de manière responsable, les pays pourront rétablir la confiance de la population. Des mesures de lutte contre la corruption (Pompe et Turkewitz, 2022), des procédures de passation des marchés transparentes et un renforcement des cadres juridiques sont indispensables pour enrayer la mauvaise gestion et réaffecter les fonds à des besoins sociaux.
- **Promouvoir des structures publiques qui créent des possibilités d'engagement.** Cela suppose de s'attaquer à une centralisation excessive sur les plans politique et économique afin de renforcer la cohésion sociale. Des formes excessives de centralisation politique et budgétaire limitent la participation des citoyens à la prise de décisions et aboutissent à une répartition des ressources inégale entre les régions et les groupes. Au contraire, en créant des possibilités d'engagement plus large de la population et en garantissant une répartition plus équitable des ressources, les pouvoirs publics renforceront à terme l'unité et la résilience de la société.
- **Nouer des partenariats à long terme.** Dans un contexte de fragmentation géopolitique, les risques de laisser de côté les PFC dépassent largement leurs frontières, avec de possibles retombées sur la sécurité, les déplacements de populations et la stabilité de l'économie. Les stratégies du FMI de collaboration avec les pays soulignent l'importance d'une action coordonnée avec les acteurs de l'humanitaire, de la paix et du développement pour amplifier les effets et accroître la résilience. Les partenaires internationaux, dont les donateurs, peuvent contribuer à stabiliser les pays fragiles en facilitant le renforcement des capacités, en finançant des programmes sociaux et en atténuant les effets des chocs économiques, et faire ainsi en sorte que la fragilité ne dégénère pas en une crise mondiale.

# Bibliographie

- Acemoglu, Daron, and James A. Robinson. 2012. *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity, and Poverty*. New York: Crown Currency
- Bisca, Paul, Alexei Miksjuk, Thomas Augsten, Jocelyn Boussard, John-Paul Fanning, Romina Kazandjian, Tokhir Mirzoev, Gaelle Pierre, Bjoern Rother, Yipei Zhang, Lavinia Zhao. Forthcoming. "Macroeconomic Challenges and Policy Design Under Fragility." IMF Departmental Paper, International Monetary Fund, Washington, DC
- Boussard, Jocelyn, Chiara Castrovillari, Tomohide Mineyama, Marta Spinella, Bilal Tabti, and Maxwell Tuuli. 2024. "[Global Shocks Unfolding: Lessons from Fragile and Conflict-affected States](#)." IMF Working Paper WP/24/214, International Monetary Fund, Washington, DC
- Cebotari, Aliona, Jesus E. Chueca-Montuenga, Yoro Diallo, Yunsheng Ma, Rima A. Turk, Weining Xin, and Harold Zavarce. Forthcoming. "State Fragility: Toward a Conceptual Framework." IMF Working Paper, International Monetary Fund, Washington, DC
- Collier, Paul. 2007. *The Bottom Billion: Why the Poorest Countries Are Failing and What Can Be Done About It*. Oxford, UK: Oxford University Press
- Ghossein, Tania, and Ahmed Nuraiz Rana. 2023. "[Business Environment Reforms in Fragile and Conflict-Affected Situations: What Works and Why?](#)" Private Sector Development (blog), World Bank, March 14
- Hausmann, Ricardo, Lant Pritchett, and Dani Rodrik. 2005. "[Growth Accelerations](#)." *Journal of Economic Growth* 10 (4): 303-29
- International Monetary Fund (IMF). 2022. *Regional Economic Outlook : Sub-Saharan Africa*—Notes: "[Digital Currency Innovations in Sub-Saharan Africa](#)." Washington, DC, October
- International Monetary Fund (IMF). 2024. *Regional Economic Outlook : Sub-Saharan Africa*—Notes : "[The Clock is Ticking: Meeting Sub-Saharan Africa's Urgent Job Creation Challenge](#)." Washington, DC, October
- Jordà, Òscar. 2005. "[Estimation and Inference of Impulse Responses by Local Projections](#)." *American Economic Review* 95(1): 161-82. doi: 10.1257/0002828053828518
- Koopman, Eline, and Konstantin M. Wacker. 2023. "[Drivers of Growth Accelerations: What Role for Capital Accumulation?](#)" *World Development* 169 (September): 106297. doi: 10.1016/j.worlddev.2023.106297
- Novta, Natalija, and Evgenia Pugacheva. 2021. "[The Macroeconomic Costs of Conflict](#)." *Journal of Macroeconomics* 68 (June): 103286. doi: 10.1016/j.jmacro.2021.103286
- Pompe, Sebastiaan, and Joel Turkewitz. 2022. "[Addressing Corruption in Fragile Country Settings](#)." Chapter 7 in "Good Governance in Sub-Saharan Africa, Opportunities and Lessons." International Monetary Fund
- World Bank. 2011. [World Development Report 2011: Conflict, Security, and Development](#). Washington, DC: World Bank
- World Bank. 2024a. "[Classification of Fragility and Conflict Situations \(FCS\) for World Bank Group Engagement](#)." Washington, DC: World Bank
- World Bank. 2024b. "[Expanding Development Approaches to Refugees and Their Hosts in Ethiopia](#)." Washington, DC: World Bank
- United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) and World Bank. 2021. "Social Cohesion and Forced Displacement."

